

(A)

(N° 27.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1928

Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1929.

(Voir les n°s 5-VII et 6 du Sénat.)

Présents : MM. DERBAIX, président ; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le baron DELVAUX DE FENFFE, DE NAUW, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, M^{me} SPAAK, MM. VERMEYLEN, VINCK, WEYLER et le baron DE MOFFARTS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Répondant au désir qui lui en a été exprimé de voir hâter la discussion et le vote des budgets à cause de la brièveté de la présente session, la Commission des Sciences et des Arts n'a pas, cette année, porté son examen sur les questions d'ordre général qui intéressent l'enseignement public ; ses membres se sont bornés à déclarer qu'ils maintenaient ceux de leurs desiderata qui n'avaient pas encore reçu satisfaction.

La Commission a d'abord examiné les différences entre les crédits alloués pour 1928 et ceux demandés pour 1929.

Le total des dépenses ordinaires est en majoration de fr. 21,164,745-10 ; celui des dépenses exceptionnelles en diminution de fr. 49,846,171-64 ; l'ensemble accuse donc une réduction de 29 millions 312,599 francs 54 cent.

Avant de passer à l'examen des divers chapitres, une remarque générale s'impose. La cause la plus importante de majoration des dépenses est la suppression de la retenue de 3 et de 7 p. c. sur les traitements. Elle intervient pour

11,659,237 francs sur le total de 21 millions 164,745 francs de majoration des dépenses. Cette suppression a donc constitué une augmentation notable des dépenses pour traitements du personnel.

Signalons aussi que les charges temporaires des dépenses ordinaires s'élèvent à 2,479,275 francs alors que celles qui figuraient au budget de 1928 et ne sont plus inscrites à celui de 1929 ne se montaient qu'à 1,058,350 francs, d'où majoration de dépenses de 1,420,925 fr.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

La majoration de 481,187 francs des crédits est due d'une part à la hausse constante des salaires et fournitures, ainsi que de celle des prix de transport. Un transfert de 91,800 francs grève ce chapitre pour en alléger d'autant celui de l'enseignement moyen. Enfin une majoration de 91,300 francs des charges temporaires est nécessaire notamment pour la publication de catalogues et la reliure d'ouvrages scientifiques.

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

Notons ici une augmentation de 60 p. c. sur le chiffre de l'an dernier.

Le crédit de 16 millions est destiné au paiement du premier terme des pensions. On sait que les pensions elles-mêmes figurent au budget de la Dette publique : elles s'élèvent, pour le Ministère des Sciences et des Arts, à 37 millions.

CHAPITRE III.

SCIENCES.

La majoration des crédits est de 1,879,314 francs. Elle est due presque en entier à des dépenses en charge provisoire de 891,500 francs pour le Musée d'Histoire naturelle et de 955,000 francs pour la conservation des archives.

CHAPITRE IV.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DES SCIENCES.

Les chiffres du projet de budget sont les mêmes que pour 1928.

La Commission a mûrement étudié le point de savoir s'il ne convenait pas de majorer le subside de 500,000 francs accordé par l'article 32 à la Ligue des familles nombreuses; elle a décidé par 9 voix et 1 abstention de proposer au Sénat de porter ce subside à 1,500,000 francs et de modifier le libellé.

Elle a été guidée par la considération qu'il y avait lieu de donner des encouragements plus sérieux aux familles nombreuses pour leur permettre de faire instruire leurs enfants et d'empêcher qu'ils ne soient, faute de ressources, des déclassés. Que serait actuellement la Belgique, que deviendrait-elle sans les familles nombreuses, qui font

son honneur et empêchent sa décadence.

Les frais d'études sont une charge énorme pour les pères et mères qui ont plusieurs enfants, surtout lorsqu'il n'existe pas à proximité d'établissement d'enseignement approprié. Les personnes bien au courant de la question affirment que trop de parents limitent le nombre de leurs enfants de crainte de ne pouvoir les élever comme le réclame leur condition sociale.

La Ligue des familles nombreuses, ayant constaté que beaucoup de ses membres en étaient réduits à s'endetter ou à refuser à leurs enfants la formation dont ils étaient capables a créé, en 1922, un « Fonds des études », destiné à aider les familles nombreuses dont les enfants font des études moyennes, professionnelles ou supérieures. Il n'est pas tenu compte du caractère officiel ou libre de l'établissement.

La famille doit compter quatre enfants au moins, avoir besoin d'un prêt ou d'une bourse. L'enfant doit fournir la preuve qu'il est apte aux études envisagées et de bonne conduite. On n'exige cependant pas une aptitude exceptionnelle; il n'y a donc pas double emploi avec le Fonds des mieux doués.

Les remboursements se font par annuité de 6 p. c. sans intérêt, ils peuvent se faire par anticipation, car des familles peuvent ne se trouver que momentanément dans la gêne.

Les remboursements se font très régulièrement; il n'y a pas 5 retardataires sur 1,000.

Y a-t-il nécessité à majorer le subside ? La Ligue a reçu jusqu'à présent 1,500,000 francs, elle a effectué 1,062 prêts pour un total de 1,514,230 francs. Le montant moyen des prêts a donc été de 1,425 francs. Cette somme est absolument insuffisante dans la plupart des cas et il faut permettre à la Ligue d'étendre son action bienfaisante. Elle a dû prendre la mesure suivante : ne pas dépasser 3,000 francs pour les

études universitaires, même si l'étudiant prend sa pension complète hors de chez lui, ni 2,000 francs pour les études moyennes, même si l'élève est pensionnaire. Ces chiffres devraient pouvoir être majorés, il faudrait, d'autre part, que la Ligue puisse accorder des bourses d'études.

Deux délégués du Ministre des Sciences et des Arts assistent aux séances du Conseil d'administration et contrôlent la gestion.

En 1925, la Commission spéciale de la Chambre des Représentants, à l'unanimité de ses membres, a demandé un crédit de 1 million, mais comme on était alors obligé de restreindre au minimum toutes les dépenses, le subside ne put être fixé qu'à 500,000 francs. Depuis lors, notre monnaie s'est dépréciée considérablement, de telle sorte qu'il faudrait voter un crédit de deux millions pour atteindre la valeur actuelle du subside sollicité en 1925 par la Commission spéciale. D'autre part, l'ensemble des dépenses ordinaires du budget des Sciences et des Arts était alors de 295 millions; il s'élève actuellement à 851 millions, presque au triple.

Il a paru justifié à la Commission de porter le subside à 1 million et demi, en spécifiant que ce subside est donné à la Ligue pour son Fonds des études.

Cet amendement se confond, pour partie tout au moins, avec celui déposé par MM. Volckaert et Lafontaine.

CHAPITRE V.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

La majoration des crédits est de 1,915,570 francs.

La suppression de la retenue sur les traitements entraîne ici un supplément de dépenses de 1,443,606 francs, le surplus est nécessité par l'augmentation des diverses fournitures et l'accroissement du nombre des élèves.

CHAPITRE VI.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

La majoration des crédits de ce chapitre, 294,730 francs, eût été de 386,530 francs si on n'avait pas, comme nous l'avons vu, transféré au chapitre 1^{er} les dépenses d'abonnement sur les chemins de fer.

Signalons un crédit nouveau de 75,000 francs destiné à donner des bourses de voyage aux professeurs de langues modernes en vue de leur permettre de se perfectionner dans la langue qu'ils enseignent.

CHAPITRE VII.

ENSEIGNEMENT NORMAL.

Nous constatons ici une diminution des crédits de 631,173 francs, elle est due à ce que les crédits de 1928 avaient été surévalués à concurrence de 1,124,525 fr.

L'augmentation réelle provient des traitements.

CHAPITRE VIII.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La majoration de 8,879,263 francs est entièrement la conséquence de la suppression de la retenue sur les traitements.

Un membre a exprimé le vœu de voir discuter au cours de la présente session le projet de loi fixant le nombre des heures de classe dans les écoles primaires et la date des vacances.

Ce projet a été ajourné par le Sénat après qu'il eut constaté que le texte voté par la Chambre des Représentants, par suite d'une erreur de fait, devait être amendé.

CHAPITRE IX.

BEAUX-ARTS, LETTRES
ET BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.

La majoration est de 1,746,692 francs.

Nous remarquons une augmentation de crédit de 365,540 francs et de 183.500 francs aux articles 99 et 102 pour l'acquisition d'œuvres d'art et d'antiquités de façon à les porter respectivement à 1 million et à 500.000 francs ce qui n'est pas exagéré.

D'autre part, le crédit de l'article 109 pour la restauration des monuments et des églises classées comme monuments est porté de 250,000 à 400,000 francs.

La Commission a déjà fait remarquer l'an dernier la médiocrité de ce crédit, il est majoré cette année, mais de façon absolument insuffisante. Rappelons qu'en 1914 le crédit pour restaurations artistiques aux édifices religieux classés comme monuments était de 200,000 fr., on prévoit, pour 1929, 260,000 francs, alors que les travaux de ces restaurations coûtent neuf à dix fois plus cher.

La conséquence de cette lésinerie sera soit le délabrement et la ruine des richesses artistiques léguées par nos aïeux, soit des dépenses beaucoup plus élevées, si on répare trop tard.

Nous dépenserons des centaines de millions pour des travaux qui accroîtront la prospérité matérielle du pays, nous pouvons en consacrer quelques-uns à la conservation de nos monuments artistiques.

La Commission propose, à l'unanimité, au Sénat, de porter le crédit à 1 million. Elle propose aussi de modifier le libellé de façon à permettre d'allouer des subsides aux associations sans but lucratif créées en vue de la sauvegarde et de la conservation des monuments.

Elle propose également de porter de 100,000 francs à 200,000 francs le crédit de l'article 108 pour monuments et de cr aux hommes illustres de la Bel-

gique, en considération des projets approuvés par le Gouvernement.

Le crédit pour les bibliothèques publiques est majoré de 441,000 francs. La Commission fait remarquer que dans les petites communes, il n'est pas nécessaire d'imposer aux bibliothécaires deux heures de présence pour la délivrance des livres, une heure serait suffisante. Les bibliothécaires, qui sont souvent des instituteurs, doivent pouvoir, les jours fériés, qui sont généralement ceux où les bibliothèques sont ouvertes, jouir d'un repos nécessaire.

Un membre a attiré l'attention du Ministre sur l'insuffisance du chauffage dans les salles de nos musées où se donnent des cours et conférences. Il arrive que les séances doivent être écourtées à cause du froid.

Un autre membre a exprimé le vœu de voir allouer les mêmes traitements aux conservateurs du Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers qu'à ceux du Musée de Bruxelles.

Le Ministre des Sciences et des Arts a fourni les renseignements suivants :

« Le personnel scientifique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique à Bruxelles comprend un conservateur en chef, deux conservateurs et un conservateur adjoint. Toutefois les cadres tels qu'ils ont été fixés récemment ne prévoient plus qu'une place de conservateur.

» Le personnel scientifique du Musée royal d'Anvers comprend un conservateur et un conservateur adjoint.

» L'arrêté royal du 17 décembre 1927 a reconnu aux conservateur et conservateur adjoint du Musée royal d'Anvers les mêmes traitements qu'aux conservateurs et conservateur adjoint des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique.

» Le traitement des conservateurs a été fixé comme suit : minimum, 50,000 fr. maximum, 60,000 francs. Celui des conservateurs adjoints : minimum, 45,500 francs, maximum, 56,000 francs.

» Il n'y a pas au Musée royal d'Anvers de fonctionnaire dirigeant ayant le grade

de conservateur en chef. Lors de l'adjonction au conservateur du Musée royal d'Anvers, d'un fonctionnaire en qualité de conservateur adjoint, la question s'est posée de savoir s'il n'y avait pas lieu de promouvoir les fonctionnaires dirigeants et de les nommer respectivement conservateur en chef et conservateur. Jusqu'à présent cette question est restée sans solution : la ville d'Anvers tout en se déclarant favorable au principe, met toutefois comme condition que la majoration des traitements sera entièrement supportée par l'Etat. Cette condition est inacceptable, le statut du Musée des Beaux-Arts d'Anvers prévoyant l'intervention à parts égales de la ville et de l'Etat dans les dépenses. »

Selon les renseignements fournis à la Commission, la ville d'Anvers accepte d'intervenir pour moitié dans la majoration de dépenses qu'entraînera la promotion des fonctionnaires du Musée aux grades de conservateur en chef et de conservateur. Le procès-verbal de la séance du 9 avril 1924 de la Commission spéciale du Musée des Beaux-Arts contient une déclaration très nette en ce sens de l'échevin des Beaux-Arts de la ville d'Anvers.

Il y a donc accord entre le Gouvernement et la Ville et rien ne semble s'opposer à ce qu'il soit donné immédiatement suite au vœu exprimé.

CHAPITRE X.

DÉPENSES DIVERSES ET IMPRÉVUES.

Pas de modification.

CHAPITRE XI.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Elles étaient évaluées pour 1928 à 63,391,521 francs, pour 1929 à 13,545,350 francs; la réduction de 49,846,171 francs

est due à ce qu'une somme de 59 millions était portée l'an dernier pour payer, à titre transitoire, les pensions majorées.

Disparaissent de même au présent budget les arriérés de pension (2 millions) les indemnités mobiles de vie chère (785,500 francs), le subside au Comité olympique (200,000 francs), à l'Exposition des Beaux-Arts (500,000 francs), le crédit pour le matériel des Universités de l'Etat (831,610 francs), etc.

Par contre, un crédit de 1,500,000 francs pour les écoles normales et de 12,000,000 de francs pour les écoles primaires est transféré du budget extraordinaire au présent budget.

Divers libellés des articles portent que provisoirement et par dérogation à la loi organique de la Cour des Comptes, des avances de fonds successives supérieures aux maxima fixés par cette loi pourront être consenties aux comptables.

Il est évident que les chiffres fixés en 1846 ne répondent plus à la situation actuelle; toutefois, la Commission fait observer qu'il serait préférable de ne pas modifier une loi organique par un simple libellé d'un tableau annexé à une loi de finances.

Par 6 voix contre 4, la Commission propose au Sénat l'adoption du projet de budget.

Le Président,
E. DERBAIX.

Le Rapporteur,
Baron P. DE MOFFARTS.

**Amendements présentés par la
Commission.**

ART. 32.

Libeller comme suit l'article 32 du tableau :

« Subsidés de l'Etat à la Ligue des Familles nombreuses pour son « Fonds des études », 1,500,000 francs. »

ART. 108.

Porter le crédit à 200,000 francs.

ART. 109.

Libeller comme suit le littéra *a* :

« Subsidés aux provinces, aux villes, aux communes et aux associations sans but lucratif... » Le reste comme au projet.

Porter le chiffre du litt. *a* à 300,000 fr.

» » » *b* à 50,000 fr.

» » » *c* à 650,000 fr.

En conséquence porter le crédit total de l'article 109 à 1,000,000 de francs.

**Amendementen door de Commissie
voorgesteld.**

ART. 32.

Te doen luiden :

« Staatstoelagen ten bate van den Bond der Groote Gezinnen voor zijn « Studiefonds », 1,500,000 frank. »

ART. 108.

Het crediet op te voeren tot 200,000 fr.

ART. 109.

Littera *a* te doen luiden :

« Toelagen aan de provinciën, de steden, de gemeenten en de vereenigingen zonder winstgevend doel... » Het overige zooals in het artikel.

Het cijfer bij littera *a* op te voeren tot 300,000 frank.

Het cijfer bij littera *b* op te voeren tot 50,000 frank.

Het cijfer bij littera *c* op te voeren tot 650,000 frank.

Bij gevolg het totale crediet bij artikel 109 op te voeren tot 1,000,000 frank.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1928.

Verslag uit naam van de Commissie voor Kunsten en Wetenschappen belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen voor het dienstjaar 1929.

(Zie de n^{rs} 5-VII en 6 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren DERBAIX, voorzitter; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Baron DELVAUX DE FENFFE, DE NAUW, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, Mevr. SPAAK, de heeren VERMEYLEN, VINCK, WEYLER en Baron DE MOFFARTS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Ingaande op den wensch de behandeling van en de stemming over de begrotingen te zien bespoedigen, gelet op den korten duur der zitting, heeft de Commissie voor Kunsten en Wetenschappen dit jaar hare aandacht niet gewijd aan de algemeene vraagstukken in verband met het openbaar onderwijs, en bepaalden hare leden zich bij de verklaring dat zij die wenschen bleven voortkoesteren welke tot nog toe niet werden verwezenlijkt.

Eerst heeft de Commissie de verschillen onderzocht tusschen de kredieten voor 1928 toegekend, en die voor 1929 aangevraagd.

Het totaal der gewone uitgaven bedraagt fr. 21,164,745-10 meer; dit der uitzonderlijke uitgaven fr. 49,846,171-64 minder; over het geheel dus eene vermindering van fr. 29,312,599-54.

Alvorens over te gaan tot het onderzoek der verschillende hoofdstukken, is

een algemeene opmerking geboden. De voornaamste oorzaak van die verhooging der uitgaven ligt in de afschaffing van de 3 en 7 t. h. korting op de wedden. Zij vertegenwoordigt 11,659,237 frank op het totaal van 21,164,745 frank verhooging der uitgaven. Deze afschaffing was dus een merkelijke verhooging van de uitgaven voor wedden aan het personeel.

Wij moeten er eveneens op wijzen dat de tijdelijke lasten der gewone uitgaven 2,479,275 frank bedragen, als wanneer die welke op de begrooting van 1928 voorkwamen en niet meer op die voor 1929 worden voorzien, slechts 1,058,350 frank bedragen, wat een verhooging der uitgaven met 1,420,925 frank voor gevolg heeft.

EERSTE HOOFDSTUK

HOOFDBESTUUR.

De verhooging van de kredieten met 481,187 frank is voor een deel te wijten

aan de bestendige stijging der loonen en leveringen, alsook van de vervoerprijzen. Een overdracht van 91,800 frank drukt op dit hoofdstuk en verlicht in dezelfde verhouding dit met betrekking tot het middelbaar onderwijs. Ten slotte was een verhooging van de tijdelijke lasten met 91,300 frank noodig onder meer voor de uitgave van catalogi en het inbinden van wetenschappelijke werken.

HOOFDSTUK II.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Stippen wij hier een verhooging aan van 60 t. h. op het vorig jaar. Het krediet van 16 millioen is bestemd voor de betaling van den eersten termijn der pensioenen. Men weet dat de pensioenen zelf ingeschreven zijn op de Begrooting van 's Lands Schuld: voor het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen bedragen zij 37 millioen.

HOOFDSTUK III.

WETENSCHAPPEN.

De kredieten werden met 1,879,314 frank verhoogd. Deze verhooging wordt haast geheel besteed aan uitgaven als tijdelijken last: van 891,500 frank voor het Museum van natuurlijke wetenschappen en van 955,000 frank voor de bewaring der archieven.

HOOFDSTUK IV.

ALGEMEEN BESTUUR VAN HET ONDERWIJS EN DE WETENSCHAPPEN.

De kredieten voor het begrootingsontwerp zijn dezelfde als die van 1928.

De Commissie heeft grondig onderzocht of het niet paste de toelage van 500,000 frank bij artikel 32 aan den Bond der groote gezinnen toegekend,

te verhoogen; met 9 stemmen en 1 onthouding heeft zij besloten den Senaat voor te stellen deze toelage te brengen op 1,500,000 frank en den tekst van het artikel te wijzigen.

Zij werd geleid door de beschouwing dat ernstiger aanmoedigingen moesten toegekend worden aan de groote gezinnen om hen toe te laten hun kinderen te doen onderwijzen en te voorkomen dat deze, bij gebrek aan geldmiddelen, gedeklasseerden worden. Wat zou België thans zijn, wat zou het worden zonder de groote gezinnen, die zijn eer uitmaken en zijn verval beletten.

De studiekosten zijn een zware last voor de vaders en moeders die verschillende kinderen hebben, vooral wanneer er zich geen passende schoolinrichting in de nabijheid bevindt. De personen die goed op de hoogte van de zaak zijn, bevestigen dat te veel ouders het aantal hunner kinderen beperken omdat zij vreezen hen niet te kunnen opleiden zooals hun stand het vergt.

De Bond der groote gezinnen, waar hij vastgesteld had dat talrijke zijner leden verplicht waren schulden aan te gaan of aan hun kinderen de opleiding te weigeren waartoe zij bekwaam waren, heeft in 1922 een « Studiefonds » gesticht, bestemd om de kroostrijke gezinnen te helpen wier kinderen middelbare, beroeps- of hogere studiën doen. Er wordt niet gelet op het officieel of vrij karakter van de inrichting.

Het gezin moet ten minste vier kinderen tellen, een leening of een beurs noodig hebben. Het kind moet het bewijs leveren dat het vaardig is voor de beoogde studiën en van goed gedrag zijn. Men vergt echter geen buitengewone bekwaamheid; er is dus geen dubbele uitgave met het Fonds der meest-begaafden.

De terugbetalingen geschieden met jaarlijksche aflossingen van 6 t. h. zonder interest; zij kunnen vervroegd worden, want de gezinnen kunnen slechts tijdelijk in verlegenheid zijn.

De terugbetalingen geschieden zeer

regelmatig; er zijn geen 5 achteruitblijvers op 1,000.

Moet de toelage verhoogd? De Bond heeft tot dusver 1,500,000 frank ontvangen, hij heeft 1,062 voorschotten gedaan voor een totaal van 1,514,230 frank. Het gemiddeld bedrag der leeningen bereikte dus 1,425 frank. Deze som is beslist ontoereikend in de meeste gevallen en men moet den Bond in staat stellen zijn weldoende werking uit te breiden. Hij heeft volgende maatregel moeten nemen: niet 3,000 frank overschrijden voor universitaire studiën, zelfs indien de student zijn volle pensioen buiten huize neemt, en niet 2,000 frank, zelfs indien de leerling inwoont. Deze cijfers zouden moeten kunnen verhoogd worden en bovendien zou de Bond studiebeurzen moeten kunnen toekennen.

Twee afgevaardigden van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen wonen de vergaderingen van den Raad van Beheer bij en houden toezicht over het beheer.

In 1925 heeft de Bijzondere Commissie der Kamer van Volksvertegenwoordigers eensgezind een krediet van 1 miljoen aangevraagd, doch aangezien men alsdan al de uitgaven tot een minimum moest beperken, zou kon slechts een toelage van 500,000 frank worden toegestaan. Sedertdien is onze munt merkkelijk in waarde gedaald, zoodat men een krediet van 2 miljoen zou moeten goedkeuren om tot de waarde van de in 1925 door de Bijzondere Commissie aangevraagde toelage te komen. Het totaal der gewone uitgaven van de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen bedroeg alsdan 295 miljoen, thans is het driemaal hooger en bereikt het 851 miljoen.

De Commissie vond billijk de toelage tot anderhalf miljoen op te voeren, met dien verstande dat zij aan den Bond wordt toegestaan voor zijn Studiefonds.

Dit amendement stemt gedeeltelijk althans overeen met dit door de heeren Volckaert en Lafontaine ingediend.

HOOFDSTUK V.

HOOPER ONDERWIJS.

De verhooging der kredieten bedraagt 1,915,570 frank.

De afschaffing van de korting op de wedden heeft hier een bijkomende uitgave van 1,443,606 frank voor gevolg; het overige is te wijten aan de stijging van den prijs der leveringen en van het aantal leerlingen.

HOOFDSTUK VI.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

De verhooging met 294,730 frank der kredieten bij dit hoofdstuk, had 386,530 frank bedragen zoo men, zooals wij hebben gezien, de uitgaven wegens spoorwegabonnementen niet had overgedragen naar het eerste hoofdstuk.

Wij wijzen op een nieuw krediet van 75,000 frank voor reisbeurzen aan leerders in moderne talen, om zich te gaan volmaken in de taal die zij moeten aanleeren.

HOOFDSTUK VII.

NORMAAL ONDERWIJS.

Hier stellen wij eene kredietvermindering vast van 631,173 frank. Zij is hieraan te wijten dat de kredieten voor 1928 werden overschat voor een bedrag van 1,124,525 frank.

De werkelijke verhooging is toe te schrijven aan de wedden.

HOOFDSTUK VIII.

LAGER ONDERWIJS.

De verhooging met 8,879,263 frank spruit voort uit de afschaffing der afhouding op de wedden.

Een lid heeft den wensch uitgedrukt dat in den loop dezer zitting, het wetsontwerp zou worden besproken, hou-

dende vaststelling van het aantal lessen in de lagere scholen, alsmede van den datum der verlofdagen.

Dit ontwerp werd door den Senaat verdaagd nadat werd vastgesteld dat de tekst, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers gestemd ten gevolge eener feitelijke missing, diende geamendeerd.

HOOFDSTUK IX.

SCHOONE KUNSTEN, LETTEREN EN OPENBARE BIBLIOTHEKEN.

De verhooging bedraagt 1,746,692 frank.

Wij stippen een kredietverhoging aan van 365,540 frank en van 183,500 frank bij de artikelen 99 en 102, voor den aankoop van kunstwerken en antiquiteiten, ten einde ze onderscheidenlijk te brengen op 1 miljoen en op 500,000 frank, wat niet overdreven is.

Daarbij wordt het krediet bij artikel 109 voor het herstellen der monumenten en der als monumenten gerangschikte kerken van 250,000 op 400,000 frank gebracht.

Reeds verleden jaar heeft de Commissie gewezen op het al te gering bedrag van het krediet, het wordt dit jaar verhoogd, doch op volkomen ontoereikende wijze. Wijzen wij er op dat in 1914 het krediet voor de godsdienstige gebouwen als monumenten gerangschikt, 200,000 frank bedroeg en dat men voor 1929, 260,000 frank voorziet, wanneer deze herstellingswerken negen tot tien maal duurder kosten.

Deze karigheid zal voor gevolg hebben dat de rijkdommen ons door onze voorouders nagelaten, in puin zullen vallen, wat veel hogere uitgaven zal vergen indien men te laat herstelt.

Wij zullen honderden miljoenen uitgeven voor werken die den stoffelijken voorspoed van het land zullen verbeteren; wij mogen er wel enkele besteden aan het behoud onzer kunstmonumenten.

De Commissie stelt aan den Senaat

eenparig voor het krediet op te voeren tot 1 miljoen. Zij stelt eveneens voor den tekst in hier voege te wijzigen dat hij zou toelaten toelagen te verleen aan de vereenigingen zonder winstgevend doel, die werden opgericht met het oog op het behoud der monumenten.

Zij stelt eveneens voor het krediet van artikel 108 voor gedenktekens op te richten voor de beroemde Belgen op te voeren van 100,000 frank tot 200,000 frank, met het oog op de ontwerpen door de Regeering goedgekeurd.

Het krediet voor de openbare bibliotheken werd verhoogd met 441,000 frank. De Commissie doet opmerken dat het in de kleine gemeenten niet noodig is aan de bibliothekarissen eene aanwezigheid van twee uur op te leggen voor het afleveren van boeken: een uur ware voldoende. De bibliothekarissen, die vaak onderwijzers zijn, moeten op de feestdagen, waarop doorgaans de boekeringen open zijn, eene welverdiende rust kunnen genieten.

Een lid heeft de aandacht van den Minister gevestigd op de ontoereikende verwarming in de zalen onzer musea waar leergangen en voordrachten worden gegeven. Het gebeurt dat de vergaderingen moeten worden ingekort wegens de koude.

Een ander lid heeft den wensch uitgedrukt dezelfde wedde te zien toekennen aan de conservators van het Koninklijk Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen als aan deze van het Museum te Brussel.

De Minister heeft de volgende inlichtingen verstrekt :

« Het wetenschappelijk personeel van de Koninklijke Musea van Schoone Kunsten te Brussel telt een hoofd-conservator, twee conservators en een adjunkt-conservator. Het kader, zooals het onlangs werd bepaald, voorziet echter nog slechts één plaats van conservator.

» Het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum te Antwerpen

telt een conservator en een adjunkt-conservator.

» Het Koninklijk besluit van 17 December 1927 heeft aan den conservator en aan den adjunkt-conservator van het Koninklijk Museum te Antwerpen dezelfde wedde toegekend als aan de conservators en aan den adjunkt-conservator van de Koninklijke Musea van Schoone Kunsten van België.

» De wedde van de conservators werd bepaald als volgt : minimum 50,000 fr., maximum 60,000 frank. Deze van de adjunkt-conservators op minimum 45,500 frank, maximum 56,000 frank.

« Bij het Koninklijk Museum te Antwerpen is er geen leidend ambtenaar met den graad van hoofd-conservator. Bij de toevoeging aan het Koninklijk Museum te Antwerpen van een ambtenaar met den titel van adjunkt-conservator, werd de vraag gesteld of het niet raste de leidende ambtenaren te bevorderen en onderscheidenlijk tot hoofdconservator en conservator te benoemen. Deze vraag bleef tot heden zonder oplossing : de stad Antwerpen, waar zij zich voor het beginsel uitspreekt, stelt evenwel als voorwaarde dat de weddeverhoging ten volle door den Staat gedragen wordt. Deze voorwaarde is niet aan te nemen, daar het statuut van het Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen de gelijke tusschenkomst voorziet van de stad en den Staat in de uitgaven. »

Volgens de inlichtingen aan de Commissie verstrekt, neemt de stad Antwerpen aan voor de helft tusschen beide te komen in de verhoging der uitgaven veroorzaakt door de vebordering van de ambtenaren van het Museum tot de graden van hoofd-conservator en van conservator. De notulen der vergadering van 9 April 1924 van de Bijzondere Commissie van het Museum van Schoone Kunsten bevat een zeer duidelijke verklaring in dien zin van den Sche en van Schoone Kunsten der stad Antwerpen.

De Regeering en de Stad zijn het derhalve eens en niets schijnt zich te ver-

zetten tegen de dadelijke inwilliging van den uitgedrukten wensch.

HOOFDSTUK X.

VERSCHEIDENE EN ONVOORZIENE UITGAVEN.

Ongewijzigd.

HOOFDSTUK XI.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

Voor 1928 werden zij geraamd op 63,391,521 frank, voor 1929 op 13,545,350 frank; de vermindering van 49,846,171 frank is hieraan te wijten dat er verleden jaar een bedrag van 59 millioen werd voorzien om voorloopig de verhoogde pensioenen uit te betalen.

Worden eveneens van deze begrooting geschrapt : de pensioenachterstallen (2 millioen), de veranderlijke duurtelbijslag (785,500 frank), de toelage aan het Olympisch Comité (200,000 frank), aan de Tentoonstelling van Schoone Kunsten (500,000 frank), het krediet voor het materieel der Staatshoogescholen (831,610 frank), enz.

Daarentegen werd er een krediet van 4,500,000 frank voor de normaalscholen en een krediet van 12,000,000 frank voor de lagere scholen overgedragen van de buitengewone op de gewone begrooting:

* *

Verscheidene artikelen behelzen dat er voorloopig en bij afwijking van de wet tot inrichting van het Rekenhof, opvolgende geldvoorschotten, hooger dan de bij deze wet bepaalde maxima, mogen verstrekt worden aan de rekenplichtigen.

Het spreekt vanzelf dat de in 1846 vastgestelde bedragen niet meer zijn aangepast aan den huidigen toestand.

De Commissie doet echter opmerken dat het beter ware eene organieke wet niet te wijzigen door een eenvoudigen tekst van een tabel, aan eene financiewet gehecht.

Met 6 tegen 4 stemmen, stelt de Commissie aan den Senaat voor het

ontwerp van begrooting goed te keuren.

De Voorzitter,
E. DERBAIX.

De Verslaggever,
Baron P. DE MOFFARTS.

**Amendements présentés par la
Commission.**

ART. 32.

Libeller comme suit l'article 32 du tableau :

« Subsidés de l'Etat à la Ligue des Familles nombreuses pour son « Fonds des études », 1,500,000 francs. »

ART. 108.

Porter le crédit à 200,000 francs.

ART. 109.

Libeller comme suit le littéra *a* :

« Subsidés aux provinces, aux villes, aux communes et aux associations sans but lucratif... » Le reste comme au projet

Porter le chiffre du litt. *a* à 300,000 fr.

» » » *b* à 50,000 fr.

» » » *c* à 650,000 fr.

En conséquence porter le crédit total de l'article 109 à 1,000,000 de francs.

**Amendementen door de Commissie
voorgesteld.**

ART. 32.

Te doen luiden :

« Staatstoelagen ten bate van den Bond der Groote Gezinnen voor zijn « Studiefonds », 1,500,000 frank. »

ART. 108.

Het crediet op te voeren tot 200,000 fr.

ART. 109.

Littera *a* te doen luiden :

« Toelagen aan de provincinë, de steden, de gemeenten en de vereenigen zonder winstgevend doel... » Het overige zooals in het artikel.

Het cijfer bij littera *a* op te voeren tot 300,000 frank.

Het cijfer bij littera *b* op te voeren tot 50,000 frank.

Het cijfer bij littera *c* op te voeren tot 650,000 frank.

Bij gevolg het totale crediet bij artikel 109 op te voeren tot 1,000,000 frank.